

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 17 – du 24 avril au 1er mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : IMPACT ÉCONOMIQUE DES CONFLITS AU PROCHE-ORIENT

L'impact du conflit déclenché le 7 octobre 2023 est globalement modéré sur les économies du Proche-Orient, avec néanmoins de fortes disparités entre les pays. Le conflit est resté limité géographiquement mais sa durée et le risque d'escalade constituent toujours un aléa baissier majeur, notamment au plan des flux touristiques, des perturbations commerciales et des flux de réfugiés.

Les économies les plus affectées sont celles directement touchées par la guerre, à savoir les Territoires palestiniens (TP) et le Liban. La bande de Gaza a subi une destruction quasi-intégrale (plus de 70% du bâti et 40% des terres agricoles) et la quasi-totalité de sa population a été déplacée. La Cisjordanie a également été impactée à travers les barrières aux mouvements de sa main d'œuvre en Israël et les fortes contraintes budgétaires (diminution des « clearance revenues »). En consolidé, les TP ont connu une récession de -27% en 2024. Au Liban, l'économie a connu un nouveau choc en 2024, estimé à -8% du PIB par la Banque mondiale, portant le niveau de récession à -7,1%, alors que le coût de la reconstruction est estimé à 11 Md\$.

En Israël, les fondamentaux économiques demeurent solides mais des vulnérabilités affectent la croissance et les finances publiques. Alors que les dépenses militaires étaient en baisse depuis plusieurs années, elles ont augmenté de deux points de PIB depuis la guerre, réduisant les marges de manœuvres du pays. La croissance s'est établie à 0,9% en 2024, soit un niveau inférieur aux prévisions d'avant-guerre (3%) et en-deçà de la croissance démographique (+1,8 %). Israël souffre de pénuries de main d'œuvre, d'une inflation persistante et d'une baisse du tourisme. Bien que le pays continue de bénéficier de l'aide des Etats-Unis, la poursuite de la guerre concentre les dépenses dans le secteur militaire au détriment d'autres secteurs et pèse sur les perspectives de croissance.

Les autres économies régionales sont affectées indirectement par le conflit et de manière inégale. L'impact sur les exportateurs de pétrole (Iran, Irak) a été limité en raison de leurs faibles liens économiques avec les pays directement touchés. En Égypte, les perspectives de croissance 2024/2025 ont été révisées à la baisse, en raison de plus faibles recettes du canal de Suez (4,8 Md\$ contre 8,8 Md\$ sur l'exercice précédent). L'Égypte a pu affronter les tensions sur le change et sur les liquidités, principalement grâce aux financements extérieurs. Toutefois, les fragilités macroéconomiques structurelles persistent et une aggravation du conflit pourrait peser sur les rentes traditionnelles du pays (tourisme, transferts de la diaspora). La Jordanie a fait preuve de résilience et est parvenue à maintenir sa stabilité macroéconomique en dépit du conflit régional. La croissance s'est établie à +2,5% en 2024, contre +2,6% en 2023. Les recettes touristiques, bien qu'en baisse, ont relativement bien résisté, et les autorités ont rapidement réagi aux perturbations des routes commerciales, ce qui a entraîné une reprise des importations et des exportations. Toutefois, son économie reposant sur le secteur du tourisme (15 % du PIB) et sur l'importation de ses produits de bases (95 %), la Jordanie reste très dépendante des évolutions sécuritaires. Le risque de retrait des aides financières américaines est significatif alors que 10% des besoins de financements en 2025 (soit près d'1 Md\$) sont couverts par les Etats-Unis.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**-50%**

BAISSE DU TRAFIC  
DU CANAL DE SUEZ EN 2024

Service Économique Régional de Beyrouth

## ÉGYPTE

### 1. LE KOWEÏT ENVISAGE DE CONVERTIR 4 MDS\$ DE SES DÉPÔTS EN INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le gouvernement koweïtien envisage de convertir 4 Mds USD de dépôts actuellement placés auprès de la Banque Centrale d'Égypte en investissements directs dans plusieurs secteurs clés, selon [Bloomberg](#). Au moins 2 Mds USD pourraient être investis d'ici fin 2025, bien qu'aucune décision définitive sur le calendrier n'ait encore été prise. Ce projet, porté par le fonds souverain koweïtien (KIA) via sa filiale Ekuity Holding, s'ajouterait aux nouvelles opportunités identifiées lors du Forum égypto-koweïtien de la semaine passée, notamment dans l'automobile, la chimie et le textile. Le Koweït s'intéresserait également à la privatisation des aéroports égyptiens.

### 2. L'ÉGYPTE ALLOUE 9,5 MDS\$ POUR L'IMPORTATION DE GAZ ET CARBURANT EN 2025/2026

Le [gouvernement](#) anticipe des dépenses de 9,5 Mds USD pour couvrir ses besoins en gaz naturel liquéfié (GNL) et en diesel au cours de l'exercice budgétaire 2025/26, contre plus de 6 Mds USD engagés jusqu'à présent en 2024/25. Face à une production en repli - estimée à 4,3 Mds de pieds cubes/jour contre une demande de 7 Mds en période estivale - l'Égypte prévoit d'importer 155 à 160 cargaisons de GNL (environ 8 Mds USD), après avoir repris ses importations au T2 2024 pour la première fois depuis 2018. Un ou plusieurs navires de regazéification supplémentaires seront mobilisés à partir de juin pour acheminer le GNL vers le réseau national, dans un contexte de déclin naturel des champs gaziers domestiques. L'Égypte compte continuer à importer du gaz liquéfié de l'étranger jusqu'en 2029-2030.

### 3. BAISSÉ DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE COTON

Les [surfaces cultivées de coton](#) en Égypte ont été ramenées de 60 000 Feddans (environ 25000 Ha) en avril 2024 à 21 000 feddans (environ 8800 Ha) à la mi-avril 2025, soit une baisse de 65%. Ce repli s'explique par la faible demande observée lors de la dernière campagne, marquée par des prix garantis supérieurs aux prix mondiaux (10 000 à 12 000 EGP/quintal en 2024/25) ayant conduit les acheteurs privés à se retirer des enchères publiques. Près de 460 000 quintaux sont ainsi restés invendus, avant un rachat par l'État, dont les paiements aux agriculteurs ont accusé de longs retards, décourageant les semis cette saison. Les exportations sont également touchées, atteignant seulement 19 500 tonnes sur les six premiers mois de la saison, contre 36 000 un an plus

tôt. Le ministère des Finances prévoit de verser 3 Mds EGP pour apurer les arriérés dus aux producteurs.

## IRAK

### 1. LE FMI RÉVISE À LA BAISSÉ LES PRÉVISIONS DE CROISSANCE DE L'IRAK POUR 2025/2026.

Le Fonds Monétaire International revoit à la baisse ses prévisions économiques pour l'Irak en 2025, anticipant une récession de 1,5% du PIB, contre une croissance de +4,1% estimée en octobre 2024. Cette révision s'explique par la baisse des cours du baril de pétrole résultant du ralentissement attendu de la croissance mondiale et donc de la demande de pétrole. Le déficit public devrait atteindre 4,2% du PIB, tandis que la dette publique grimperait à 50,2% du PIB en 2025 (en hausse de 7,3 pp). L'inflation resterait maîtrisée à 2,5% en 2025, avec une légère hausse prévue en 2026 (2,7%). Une reprise modérée de la croissance est attendue en 2026, à +1,4%, largement en deçà des prévisions précédentes (+5,2%).

	2024	2025 (p)	2026 (p)	2030 (p)
PIB (Mds \$)	277,5	258	260,8	331,5
PIB/Habitant (\$)	6 247	5 668	5 592	6 472
Croissance du PIB (%)	0,3	-1,5	1,4	4,1
Inflation (moyenne annuelle en %)	2,6	2,5	2,7	3
Solde public/PIB (%)	-1,5	-4,2	-6,4	-5,2
Recettes publiques/PIB (%)	38,9	37,9	35,8	36,1
Dépenses publiques/PIB (%)	40,4	42,1	42,1	41,3
Dette publique / PIB (%)	42,9	50,2	56	64
Solde courant/PIB (%)	2	1,5	1,5	-0,4

Source : FMI

(p) : prévisions

### 2. ACCORD ENTRE GE VERNOVA ET TAURUS ENERGY POUR LA MODERNISATION DE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE DE BAZIAN

GE Vernova a annoncé le 28 avril le lancement de l'AGP XPAND, une évolution de sa technologie Advanced Gas Path, visant à améliorer les performances des turbines à gaz 9E.03 de la centrale électrique de Bazian (région autonome du Kurdistan), opérée par Taurus Energy (filiale du conglomérat Qaiwan/Onex basé à Souleimaniye). Elle permettra une augmentation de la puissance des turbines de 7%. Le projet comprend aussi un accord de service de 17 ans incluant le premier package de prolongation de vie de rotor 9E en Irak. L'AGP XPAND est fabriquée notamment en France, tout comme l'ont été les six turbines GE de la centrale de Bazian (1250 MW). Ce projet contribue ainsi à combler l'écart entre la production d'énergie et la demande, ce qui demeure

une priorité majeure tant pour le gouvernement fédéral que pour le gouvernement régional du Kurdistan.

## IRAN

### 1. INCIDENT DU PORT DE SHAHID RAJAEI

À la suite d'une violente explosion survenue le samedi 26 avril dans des conteneurs du port de Shahid Rajaei, la continuité des opérations portuaires a été interrompue et n'a toujours pas été entièrement rétablie. Ce port stratégique joue un rôle crucial dans l'économie, ayant enregistré en 2024/2025 des exportations s'élevant à 9 Mds\$ (15,6% des exportations nationales) et 20 Mds \$ d'importations (28% du total des importations du pays). Selon l'Organisation des ports et de la navigation, durant l'année 1402 (2023/2024), le port de Shahid Rajaei a géré 57% des exportations portuaires nationales (45 Mt de fret) et 27% des importations portuaires (10 Mt). Cette année-là, la capacité effective de chargement et de déchargement du port a représenté 53% de la capacité nationale. Ce port constitue également un maillon essentiel pour plusieurs secteurs stratégiques, concentrant à lui seul 88% des marchandises conteneurisées, 82% des produits métalliques, 60% des matériaux de construction et produits miniers, ainsi que 54% des produits pétroliers du pays.

### 2. ÉMISSION DE 2 MDS € D'OBLIGATIONS

À la suite de l'accord conclu en novembre entre le Fonds national de développement (FND) et la Banque Centrale pour financer des projets d'exportations non pétrolières, le Centre d'échange de devises et d'or prévoit d'émettre, en 1404 (2025/2026), 2 Mds € de titres obligataires Murabaha en devises étrangères, répartis à raison de 500 M€ par trimestre. Dans ce cadre, le 27 avril, des obligations d'une valeur totale de 60 M€ ont été émises pour financer deux projets pétrochimiques, **i)** la production de polyéthylène de haute densité par la société pétrochimique **Soroush Mahestan Asaluyeh** (projet réalisé à hauteur de 87%) et **ii)** la production de polyéthylène linéaire de basse densité par la société pétrochimique **Negin Mahestan Kangan** (taux d'avancement de 85% à ce jour). Ces obligations, d'une maturité de 36 mois, offrent un coupon annuel de 6%. Le montant nominal de chaque titre est de 1 000 €, avec un minimum de souscription fixé à 1 000 obligations (soit 1 M€), payables en devises étrangères acceptées par l'acheteur. Selon les estimations du FND, ces deux projets devraient augmenter la production annuelle de polyéthylène de 0,6 Mt, générant des recettes

d'exportation estimées à 450 M€ la première année et 660 M€ à partir de la deuxième année.

## ISRAËL

### 1. HAUSSE DES DÉPENSES MILITAIRES (+65%) EN 2024

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires d'Israël ont atteint 46,5 Mds USD en 2024, soit une hausse de 65% par rapport à 2023. Cette hausse est la plus importante enregistrée depuis la Guerre des Six Jours de 1967. Israël occupe la 12<sup>ème</sup> place mondiale en termes de dépenses militaires. Leur part dans le PIB est passée de 5,4 % en 2023 à 8,8 % en 2024, faisant d'Israël le deuxième pays au monde en termes de ratio dépenses militaires / PIB, derrière l'Ukraine.

### 2. LE PARC AUTOMOBILE ISRAËLIEN EN EXPANSION

Les données du Bureau Central des Statistiques d'Israël publiées le 28 avril révèlent une croissance notable du parc automobile national en 2024, avec 4,4 M de véhicules à moteur enregistrés (+2,9% en g.a.). Le nombre de véhicules particuliers a augmenté de 3,2% l'année dernière, avec 25,4% des nouvelles immatriculations concernant des véhicules électriques, signe du verdissement du parc. Alors que 72% de la population adulte possède désormais un véhicule personnel, les infrastructures routières israéliennes sont de plus en plus saturées: la congestion routière fait perdre en moyenne près de 100 heures aux habitants par an et représente un coût annuel estimé à 15 Mds ILS (4 Mds USD).

## JORDANIE

### 1. ACCORD DE FINANCEMENT EN PRÊT (1,1 MD\$) DE LA BANQUE MONDIALE

Dans le cadre de son Country Partnership Framework, la Banque Mondiale (BM) a accordé un prêt de 1.1 Md USD au gouvernement jordanien pour financer quatre programmes de réforme : croissance et compétitivité (400 M USD), startups innovantes et PME (50 M USD), résilience et protection sociale (400 M USD), efficacité et fiabilité du secteur électrique (250 M USD).

### 2. HAUSSE DE L'ACTIVITÉ DE L'AÉROPORT D'AMMAN

Selon Airport International Group (AIG), l'aéroport international Queen Alia (QAIA) a accueilli 2,1 M de passagers au premier trimestre (T1) 2025, ce qui représente une hausse de +4,8% en glissement annuel (g.a.). Au cours de la même période, QAIA a enregistré 17 526 mouvements d'avions et a traité 16 156 tonnes

de fret, en hausse de +5,3% et en baisse de -16,5% respectivement en g.a.

## **LIBAN**

### **1. LE PIB NOMINAL À 28,3 MDS\$ EN 2024, SELON LE FMI**

Le Fonds Monétaire International, a publié en marge des réunions de printemps ses dernières estimations sur l'économie libanaise. Selon ses estimations, le PIB réel a enregistré une contraction de 7,5% en 2024, contraction bien plus sévère que celle enregistrée en 2023 (-0,7%), vraisemblablement due aux implications du conflit entre Israël et le Hezbollah. Le taux d'inflation moyen en 2024 est estimé à 45,2%, contre une moyenne de 14,6% dans la zone Afrique du Nord Moyen Orient. Ainsi, le FMI estime que le PIB nominal du Liban a atteint 28,3 Mds USD en 2024, contre 23,6 Mds en 2023, 24,75 Mds USD en 2022 et 19,8 Mds USD en 2021. Ainsi, le PIB/habitant atteindrait 5 282,2 USD en 2024, contre 4 409,4 USD en 2023.

## **SYRIE**

### **1. LA SYRIE PARTICIPE AUX RÉUNIONS DE PRINTEMPS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE**

Pour la première fois depuis plus d'une décennie, une délégation de haut niveau composée entre autres du ministre des finances et du gouverneur de la banque centrale ont participé aux réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale à Washington.

À cette occasion, le 27 avril, l'Arabie saoudite et le Qatar ont annoncé qu'ils apureraient l'intégralité des arriérés de la Syrie envers la Banque Mondiale, soit environ 15 millions de dollars.

Cette annonce contribue à lever une des contraintes majeures qui empêche la Syrie de bénéficier de financements de la Banque Mondiale. Elle signifie également une étape importante dans la réintégration de la Syrie dans le système financier international.

Cet apurement pourrait ouvrir la voie à un redémarrage des opérations de la Banque Mondiale en Syrie après plus de 14 ans de suspension et pourrait permettre à la Syrie d'accéder rapidement à un soutien financier pour sa stabilisation et la remise en marche de secteurs essentiels. Cette étape doit également permettre à la Syrie de bénéficier d'assistance technique dans des domaines prioritaires, alors que les besoins sont considérables tant en matière de reconstruction que de modernisation de la gouvernance publique.

## **TERRITOIRES PALESTINIENS**

### **1. L'ENTRÉE DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DES BIENS COMMERCIAUX TOTALEMENT BLOQUÉE DEPUIS 2 MOIS**

Les agences onusiennes alertent sur la dégradation extrême de la situation humanitaire compte-tenu du siège complet imposé sur Gaza par le gouvernement israélien depuis le 2 mars 2025. Selon le Programme alimentaire mondial, la disponibilité des produits de première nécessité ne cesse de se réduire dans les rares commerces restés ouverts : les produits frais et laitiers sont totalement absents du marché. Le gaz est très largement absent des marchés et se vend sur le marché noir à 300 shekels le kg. La plupart des boulangeries ne sont plus fonctionnelles du fait des coupures d'électricité et des pénuries de farine. Le prix du fuel a augmenté de 100% depuis fin février.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 <sup>E</sup>	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 <sup>E</sup>	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 <sup>E</sup>	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 <sup>E</sup>	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 <sup>E</sup>	FMI / WEO	91	43	37	68	96	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,6	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	47,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)